

Service des Etablissements Classés

N° 8 694

C = 100

ACCUSE DE RECEPTION

D'UNE DECLARATION D'ETABLISSEMENT DANGEREUX,  
INSALUBRE OU INCOMMODE de 3ème CLASSE

(Application de la loi modifiée du 19 décembre 1917)

Le Préfet du Département de Seine-et-Marne

accuse réception à **M. VIGOUROUX, charcutier**

demeurant **26, rue de l'Hôtel de Ville au CHATELET-en-BRIE**

de sa déclaration en date du **10 mai 1972**

concernant l'installation **à l'adresse ci-dessus d'un dépôt de 500 kg de gaz li-  
quéfié destiné à alimenter des appareils de cuisine.**

Cet établissement est rangé dans la 3<sup>e</sup> classe des établissements dangereux,  
insalubres ou incommodes, par référence au n° de la nomenclature desdits établissements.

**211 D II b**

Par application de la loi modifiée du 19 décembre 1917,

**M. VIGOUROUX**

*devra se soumettre aux prescriptions générales ci-jointes* déterminées pour les établissements  
de la catégorie dont il s'agit ainsi qu'aux prescriptions légales et réglementaires relatives à  
l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Le présent accusé de réception *est délivré uniquement dans le cadre de la lé-  
gislation des établissements classés*, il ne fait pas obstacle à l'application de toute autre ré-  
glementation. A ce titre, le déclarant aura à se pourvoir éventuellement auprès des autorités  
compétentes des autorisations nécessaires (notamment permis de construire, occupation du  
domaine public, autorisation d'occupation du sol, application de la réglementation des lotis-  
sements, etc...).

destinataires :

- **M. VIGOUROUX**
- le Sous-Préfet chargé de l'arrêt de Melun
- le Maire du Chatelet-en-Brie
- le Directeur Départemental du Travail  
et de la Main d'Oeuvre
- l'Inspecteur des Ets classés
- ~~l'Inspecteur Départemental des Services~~  
d'Incendie et de Secours

*Si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai de trois ans à partir de la dé-  
claration ou si son exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives,  
l'industriel devra faire une nouvelle déclaration.*

MELUN, le **24 mai 1972**

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de l'Administration  
Générale et de la Réglementation,

**P. ROUSSEL**

Un exemplaire du présent récépissé sera déposé en mairie pour être communiqué sur place aux  
personnes intéressées.